## Table des matières

INTRODUCTION	1
AVERTISSEMENT	3
TITRE I. Aperçu des réformes	5
CHAPITRE I. La réforme de 1997	7
1. L'obligation accrue d'informer les tiers par les comptes	7 10
2. La procédure d'alerte	10 11 12
4. Le concordat judiciaire	12 14
CHAPITRE II. La réforme de 2009	16
Section II. Les objectifs de la Loi	16 18
<ol> <li>Deuxième objectif: un assouplissement de la procédure .</li> <li>Troisième objectif: la réduction du coût de la procédure .</li> <li>Quatrième objectif: la résolution des controverses</li> </ol>	18 19 19 20

TITRE II. Examen des nouvelles dispositions	23
CHAPITRE I. Dispositions générales	25
Section I. Les définitions  1. Les créances sursitaires  2. Les créances sursitaires ordinaires et extraordinaires  Section II. Le champ d'application ratione personae  Section III. Eléments de procédure  Section IV. L'interprétation des dispositions de la Loi	25 25 26 30 33 36
CHAPITRE II. La collecte des données et les enquêtes commerciales	38
Section I. Introduction  Section II. La collecte des données  1. Généralités  2. La nature des renseignements et données collectés (les «clignotants»)  A) Les renseignements et données dont la collecte est imposée par Loi  B) Les renseignements et données dont la collecte n'est pas obligatoire mais est utile.  3. Le rôle central des greffes en la matière.  4. La confidentialité et la rectification des données  5. Le traitement des données collectées  6. Les organismes publics ou privés désignés ou agréés pour assister les entreprises en difficulté  Section III. Les enquêtes commerciales.  1. La mission de la chambre d'enquête commerciale.	38 40 40 41 41 44 45 47 48 49 50 50
<ol> <li>Le fonctionnement de la chambre d'enquête commerciale</li> <li>Les voies de recours</li> <li>La confidentialité</li> <li>Les incompatibilités</li> <li>Section IV. Les moyens mis en œuvre</li> </ol>	53 57 58 60 61
CHAPITRE III. La phase «préjudiciaire»	64
Section I. Introduction	64 65 65 68

VIII Kluwer

4. Son coût.       74         5. Sa responsabilité       75         6. La discrétion de sa mission.       75         7. Son secret professionnel.       76         Section III. Le mandataire de justice       78         1. Sa désignation       78         2. Sa mission       80         3. La fin de sa mission       81         4. Son coût       81         5. Le droit commun       82         6. L'article 8 de la loi sur les faillites       82         Section IV. L'accord amiable       83         1. Principe       83         2. Les caractéristiques de l'accord amiable       84         A) Sa nature       84         B) Son effet relatif       85         C) Le nombre de créanciers concernés       85         D) L'accord amiable et la période suspecte       87         E) La confidentialité       91         3. La pluralité d'accords amiables       93         4. Le rôle du médiateur d'entreprise       93         4. Le rôle du médiateur d'entreprise       93         CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire       95         Section II. Première étape: le dépôt de la requête       95         1. Les objectifs de la procédure       95			
5.         Sa responsabilité         75           6.         La discrétion de sa mission         75           7.         Son secret professionnel         76           Section III. Le mandataire de justice         78           1.         Sa désignation         78           2.         Sa mission         80           3.         La fin de sa mission         81           4.         Son coût         81           5.         Le droit commun         82           6.         L'article 8 de la loi sur les faillites         82           Section IV. L'accord amiable         83           1.         Principe         83           2.         Les caractéristiques de l'accord amiable         84           A) Sa nature         84           B) Son effet relatif         85           C) Le nombre de créanciers concernés         85           D) L'accord amiable et la période suspecte         87           E) La confidentialité         91           3.         La pluralité d'accords amiables         93           4.         Le rôle du médiateur d'entreprise         93           CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire         95           Section I. Les objectifs de la procédure <td>3.</td> <td>Ses compétences</td> <td>70</td>	3.	Ses compétences	70
6.         La discrétion de sa mission.         75           7.         Son secret professionnel.         76           7.         Son secret professionnel.         76           8         2.         Sa désignation         78           1.         Sa désignation         80           3.         La fin de sa mission         81           4.         Son coût         81           5.         Le droit commun         82           6.         L'article 8 de la loi sur les faillites         82           6.         L'article 8 de la loi sur les faillites         82           Section IV. L'accord amiable         83           1.         Principe         83           2.         Les caractéristiques de l'accord amiable         84           A) Sa nature         84         84           B) Son effet relatif.         85         85           C) Le nombre de créanciers concernés         85           D) L'accord amiable et la période suspecte         87           E) La confidentialité         91           3.         La pluralité d'accords amiables         93           4.         Le rôle du médiateur d'entreprise         93           CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire <td>• •</td> <td></td> <td></td>	• •		
7.         Son secret professionnel.         76           Section III. Le mandataire de justice         78           1.         Sa désignation         78           2.         Sa mission         80           3.         La fin de sa mission         81           4.         Son coût         81           5.         Le droit commun         82           6.         L'article 8 de la loi sur les faillites         82           Section IV. L'accord amiable         83           1.         Principe         83           2.         Les caractéristiques de l'accord amiable         84           A) Sa nature         84         89           B) Son effet relatif.         85         85           C) Le nombre de créanciers concernés         85           D) L'accord amiable et la période suspecte         87           E) La confidentialité         91           3.         La pluralité d'accords amiables         93           4.         Le rôle du médiateur d'entreprise         93           CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire         95           Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir         95           1.         Les objectifs de la procédure         95 <td>5.</td> <td>Sa responsabilité</td> <td></td>	5.	Sa responsabilité	
Section III. Le mandataire de justice         78           1. Sa désignation         78           2. Sa mission         80           3. La fin de sa mission         81           4. Son coût         81           5. Le droit commun         82           6. L'article 8 de la loi sur les faillites         82           Section IV. L'accord amiable         83           1. Principe         83           2. Les caractéristiques de l'accord amiable         84           A) Sa nature         84           B) Son effet relatif         85           C) Le nombre de créanciers concernés         85           D) L'accord amiable et la période suspecte         87           E) La confidentialité         91           3. La pluralité d'accords amiables         93           4. Le rôle du médiateur d'entreprise         93           CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire         95           Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir         95           1. Les objectifs de la procédure         95           2. Les moyens pour y parvenir         96           3. La requête et ses annexes         97           2. Les effets du dépôt de la requête         105           A) L'ou			
1. Sa désignation         78           2. Sa mission         80           3. La fin de sa mission         81           4. Son coût         81           5. Le droit commun         82           6. L'article 8 de la loi sur les faillites         82           Section IV. L'accord amiable         83           1. Principe         83           2. Les caractéristiques de l'accord amiable         84           A) Sa nature         84           B) Son effet relatif         85           C) Le nombre de créanciers concernés         85           D) L'accord amiable et la période suspecte         87           E) La confidentialité         91           3. La pluralité d'accords amiables         93           4. Le rôle du médiateur d'entreprise         93           4. Le rôle du médiateur d'entreprise         93           CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire         95           Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir         95           1. Les objectifs de la procédure         95           2. Les moyens pour y parvenir         96           Section II. Première étape: le dépôt de la requête         105           A) L'ouverture d'un dossier par le greffe         105           A) L	, .		
2. Sa mission       80         3. La fin de sa mission       81         4. Son coût       81         5. Le droit commun       82         6. L'article 8 de la loi sur les faillites       82         Section IV. L'accord amiable       83         1. Principe       83         2. Les caractéristiques de l'accord amiable       84         A) Sa nature       84         B) Son effet relatif       85         C) Le nombre de créanciers concernés       85         D) L'accord amiable et la période suspecte       87         E) La confidentialité       91         3. La pluralité d'accords amiables       93         4. Le rôle du médiateur d'entreprise       93         4. Le rôle du médiateur d'entreprise       93         CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire       95         Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir       95         1. Les objectifs de la procédure       95         2. Les moyens pour y parvenir       96         Section II. Première étape: le dépôt de la requête       97         1. La requête et ses annexes       97         2. Les effets du dépôt de la requête       105         A) L'ouverture d'un dossier par le greffe       105 <tr< td=""><td>Section</td><td></td><td></td></tr<>	Section		
3. La fin de sa mission         81           4. Son coût         81           5. Le droit commun         82           6. L'article 8 de la loi sur les faillites         82           Section IV. L'accord amiable         83           1. Principe         83           2. Les caractéristiques de l'accord amiable         84           A) Sa nature         84           B) Son effet relatif         85           C) Le nombre de créanciers concernés         85           D) L'accord amiable et la période suspecte         87           E) La confidentialité         91           3. La pluralité d'accords amiables         93           4. Le rôle du médiateur d'entreprise         93           CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire         95           Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir         95           Section II. Première étape: le dépôt de la requête         95           Section II. Première étape: le dépôt de la requête         96           Section II. Première étape: le dépôt de la requête         105           A) L'ouverture d'un dossier par le greffe         105           A) L'ouverture d'un dossier par le greffe         105           B) La communication au parquet         109           C) La désignati		Sa désignation	
4. Son coût.       81         5. Le droit commun.       82         6. L'article 8 de la loi sur les faillites       82         6. L'article 8 de la loi sur les faillites       82         Section IV. L'accord amiable       83         1. Principe       83         2. Les caractéristiques de l'accord amiable       84         A) Sa nature       84         B) Son effet relatif       85         C) Le nombre de créanciers concernés       85         D) L'accord amiable et la période suspecte       87         E) La confidentialité       91         3. La pluralité d'accords amiables       93         4. Le rôle du médiateur d'entreprise       93         CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire       95         Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir       95         1. Les objectifs de la procédure       95         2. Les moyens pour y parvenir       96         Section II. Première étape: le dépôt de la requête       97         1. La requête et ses annexes       97         2. Les effets du dépôt de la requête       105         A) L'ouverture d'un dossier par le greffe       105         B) La communication au parquet       109         C) La désignat		Sa mission	80
5. Le droit commun	3.	La fin de sa mission	
6. L'article 8 de la loi sur les faillites			
Section IV. L'accord amiable	5.		
1. Principe			
2. Les caractéristiques de l'accord amiable 84 A) Sa nature 84 B) Son effet relatif 85 C) Le nombre de créanciers concernés 85 D) L'accord amiable et la période suspecte 87 E) La confidentialité 91 3. La pluralité d'accords amiables 93 4. Le rôle du médiateur d'entreprise 93  CHAPITRE IV. La réorganisation judiciaire 95  Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir 95 Les objectifs de la procédure 95 2. Les moyens pour y parvenir 96 Section II. Première étape: le dépôt de la requête 97 1. La requête et ses annexes 97 2. Les effets du dépôt de la requête 105 A) L'ouverture d'un dossier par le greffe 105 B) La communication au parquet 109 C) La désignation d'un juge délégué 110 D) L'impossibilité de déclarer le débiteur en faillite et d'exercer des voies d'exécution 113 E) La suspension de l'obligation de faire aveu de faillite 114 Section III. Deuxième étape: le jugement et ses suites 114	Section	IV. L'accord amiable	
A) Sa nature			
B) Son effet relatif	2.		
C) Le nombre de créanciers concernés		A) Sa nature	
D) L'accord amiable et la période suspecte			
E) La confidentialité			
3. La pluralité d'accords amiables			
4. Le rôle du médiateur d'entreprise			
Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir	3.		
Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir	4.	Le rôle du médiateur d'entreprise	93
Section I. Les objectifs de la procédure et les moyens pour y parvenir			
parvenir	CHAPITR	LE IV. La réorganisation judiciaire	95
parvenir	Castian	I Los chiestifs de la mucaédume et les movems mount y	
1. Les objectifs de la procédure	Section		0.5
2. Les moyens pour y parvenir	1	Les chiectifs de la procédure	
Section II. Première étape: le dépôt de la requête		Les moyens nour y pervenir	
1. La requête et ses annexes			
2. Les effets du dépôt de la requête			
A) L'ouverture d'un dossier par le greffe			
B) La communication au parquet	۷.		
C) La désignation d'un juge délégué			
D) L'impossibilité de déclarer le débiteur en faillite et d'exercer des voies d'exécution			
d'exercer des voies d'exécution			110
E) La suspension de l'obligation de faire aveu de faillite 3. La publicité du dépôt de la requête			113
3. La publicité du dépôt de la requête			
Section III. Deuxième étape: le jugement et ses suites	3		
	1.	Les conditions d'ouverture de la procédure	114

2.	L'examen de la requête et le jugement	118
	A) L'examen de la requête	118
	B) Le jugement	119
3.	L'information du président du tribunal	121
4.	La publicité du jugement	121
5.	Les voies de recours	123
6.	Deux acteurs de la procédure: le mandataire de justice et	
	l'administrateur provisoire	125
	A) Le mandataire de justice	125
	B) L'administrateur provisoire	128
	C) L'article 71 de la Loi	131
Section	IV. Troisième étape: le sursis	133
1.	La durée du sursis	133
	A) La prorogation du sursis	133
	B) La fin anticipée et la clôture de la procédure	135
	1°) La fin anticipée à la demande du débiteur	135
	2°) La fin anticipée à la demande du débiteur, du	
	ministère public ou de tout intéressé	136
	3°) Les droits des créanciers	139
	4°) Les voies de recours	140
2.	Les effets du sursis	140
	A) Concours <i>or not</i> concours ?	140
	1°) Le droit antérieur	140
	$2^{\circ}$ ) La notion de concours	141
	3°) La réorganisation judiciaire et le concours	142
	B) La suspension des voies d'exécution	145
	C) Le gage portant sur une créance	146
	D) Le paiement volontaire	151
	E) Le sort des sûretés personnelles et des codébiteurs .	152
	F) L'action directe du sous-traitant	153
	G) La compensation	154
	H) Le sort des contrats en cours	157
	1°) Le principe: la continuité	157
	2°) La solution retenue en cas de manquements	
	contractuels du débiteur	160
	3°) La faculté laissée au débiteur par l'article 35, § 2	
	de la Loi	161
	4°) Le sort des clauses pénales	162
	5°) Les contrats à prestations successives	164
	6°) Le sort des créances postérieures à l'ouverture de	
	la procédure en cas de faillite ou de mise en	
	liquidation subséquente	164

X Kluwer

3.	La modification de l'objectif de la procédure au cours du	160
Section	sursis	168
1.	Généralités	168
2.	Le sursis.	168
3.	Le rôle du juge délégué et de l'éventuel mandataire de	
	justice	169
4.	Les délais de paiement	170
5.	La procédure	17
6.	La modification des objectifs de la procédure	173
7.	La combinaison d'objectifs	173
8.	La pluralité d'accords amiables	174
9.	La fin de l'accord	174
	VI. La réorganisation judiciaire par accord collectif	173
1.	Généralités	173
2.	Première étape: la «vérification des créances»	173
	A) Rappel: les informations générales à communiquer	
	aux créanciers, quel que soit l'objectif de la procédure	173
	B) Les informations spécifiques à communiquer aux	
	créanciers dans le cadre d'une réorganisation judici-	17
	aire par accord collectif	170
	C) La contestation du montant de la créance	177
	1°) La contestation amiable	177
	2°) La contestation judiciaire par le créancier	178
	3°) La contestation judiciaire par un tiers	179
	4°) La décision du tribunal quant à la contestation.	180
2	5°) La correction de la liste des créanciers	182
3.	Seconde étape: le plan de réorganisation	182 182
	A) L'établissement du plan	182
	1°) Généralités	183
	2°) La partie descriptive du plan	18:
	B) Le rôle du mandataire de justice	192
	C) Le dépôt du plan de réorganisation	192
4.	L'information des créanciers et le vote du plan	193
5.	L'homologation du plan	19.
5. 6.	Les effets de l'homologation	19.
7.	Le sort des codébiteurs et des sûretés personnelles	198
8.	Les voies de recours contre le jugement d'homologation	199
o. 9.	La révocation du plan	200
9. 10.	La combinaison d'objectifs	200

Section	VII. La réorganisation judiciaire par transfert sous autorité	202
1.	de justice <sup>2</sup>	202 202
1.	L'histoire d'un compromis «à la belge»	
	A) Les objectifs à concilier	202
	B) Le contexte social européen et national	204
2	C) Quelle disposition appliquer en la matière ?	206
2.	Le transfert de tout ou partie de l'entreprise ou de ses	212
	activités	212
	A) Le rôle du débiteur	212
2	B) L'objet du transfert	212
3.	Les hypothèses dans lesquelles le transfert sous autorité de	21.4
	justice peut être ordonné	214
	A) Le transfert consenti par le débiteur	215
	B) Le transfert ordonné sur citation du procureur du Roi,	
	d'un créancier ou de tout intéressé à acquérir tout ou	216
	partie de l'entreprise ou de ses activités	216
	C) L'obligation de consultation et d'information des	210
	travailleurs	219
4.	Le jugement ordonnant le transfert	220
5.	Le mandataire de justice	222
	A) Sa désignation	222
	B) Ses missions	223
	C) La décharge de sa mission	224
6.	Les étapes du transfert sous autorité de justice	224
	A) La recherche des offres	224
	B) L'élaboration d'un ou de plusieurs projets de vente	
	concomitants ou successifs	225
	C) La communication des projets au juge délégué	226
	D) Le jugement autorisant la ou les ventes projetées	226
	E) Les formalités à respecter pour les ventes immobi-	
	lières ou portant sur le fonds de commerce du débiteur	228
	F) Les effets de la ou des ventes	229
	G) La sollicitation de la clôture de la procédure et de la	
	décharge du mandataire de justice	231
	H) Le jugement de clôture	231
	I) Les effets du transfert sur le débiteur	232
7.	L'impact du transfert sur le personnel du débiteur	235
	A) Principe	235
	B) Le régime transitoire	237
	1°) Les modifications des conditions de travail et du	
	contrat de travail individuel	237

XII Kluwer

2°) L'information du candidat-cessionnaire et des travailleurs	239
3°) Les dettes existant à la date du transfert	241
travailleurs	242
5°) L'homologation	243
C) Le régime définitif: nécessité d'une convention collective de travail du CNT	246
CHAPITRE V. Dispositions diverses	247
Section I. Dispositions pénales	247
Section II. Modifications diverses	248
Section III. Dispositions fiscales	248 249
CHAPITRE VI. Les modifications du code judiciaire introduites par la loi du 26 janvier 2009	251
Section I. Les objectifs	251
Section II. Les modifications en pratique	252
1. En ce qui concerne le tribunal de commerce	252
A) Ses compétences matérielles	252 253
B) Sa compétence territoriale	253
A) Ses compétences matérielles	253
B) Sa compétence territoriale	254
3. En ce qui concerne la Cour de cassation	254
Section III. L'entrée en vigueur	255
ANNEXES	257
Annexe 1. Aperçu schématique de la Loi	258
Annexe 2. Missions du juge délégué	259
Annexe 3. Aperçu des obligations d'information et de consultation des	265
travailleurs ou de leurs représentants	262
CCT N°32bis	264
Annexe 5. Textes de lois et arrêtés royaux	266
<ul> <li>Loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises .</li> </ul>	266

## Table des matières

- Arrêté royal du 27 mars 2009 fixant l'entrée en vigueur de la loi	
du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises	302
<ul> <li>Loi du 26 janvier 2009 modifiant le Code judiciaire concernant la</li> </ul>	
continuité des entreprises	303
<ul> <li>Arrété royal du 27 mars 2009 fixant l'entrée en vigueur de la loi</li> </ul>	
du 26 janvier 2009 modifiant le Code judiciaire concernant la	
continuité des entreprises	305
BIBLIOGRAPHIE	307

XIV Kluwer